

La CEF défend les restrictions de libertés

Author : Maximilien Bernard

Categories : [Conférence épiscopale](#), [Église en France](#), [En Une](#), [Perepiscopus](#)

Date : 22 juillet 2021

Voici le communiqué du jour de la CEF à propos du passe sanitaire :

Des réfractaires à la vaccination ont fait usage de l'étoile jaune. C'est une grave confusion de pensée. La tribune publiée le 22 juillet 2021 veut le dire fortement.

La Shoah représente une horreur absolue à partir de laquelle nos conduites politiques doivent être jugées et non devenir un jouet au bénéfice de n'importe quelle cause. La vaccination dont il est question est la réponse médicale disponible pour faire face à une épidémie qui risque de paralyser encore la vie économique mais surtout la vie sociale et les échanges d'affection et d'amitié. Elle ne nie pas la dignité d'êtres humains en justifiant leur élimination.

En la rendant obligatoire pour certains et en imposant un passe sanitaire pour certaines activités, le gouvernement assure ses responsabilités légitimes sous le contrôle du parlement. Sous ce même contrôle, il impose des restrictions à celles et ceux qui refusent le vaccin. Il appartient aux instances juridictionnelles de notre État de droit de vérifier que l'imposition du passe sanitaire est conforme au droit, limitée à la durée de l'épidémie sous une forme gravement contagieuse et que les restrictions aux libertés d'aller et venir sont proportionnées.

Ne confondons jamais la liberté de voyager et celle d'exister ni la liberté d'aller au

cinéma ou au café et celle de louer Dieu ou de ne pas le louer, même s'il est clair que ni l'État ni les citoyens ne doivent négliger que toutes les libertés se tiennent. Cette épidémie nous fait éprouver à tous combien nous sommes responsables les uns des autres. C'est comme une annonce de l'unité du genre humain et de l'union intime avec Dieu.

Mgr **Éric de Moulins-Beaufort**, archevêque de Reims, Président de la Conférence des évêques de France,

Mgr **Olivier Leborgne**, évêque d'Arras, et Mgr **Dominique Blanchet**, évêque de Créteil, vice-présidents de la Conférence des évêques de France,

Père **Hugues de Woillemont**, Secrétaire général de la Conférence des évêques de France.

L'historien **Edouard Husson** leur répond (sur [Twitter](#)) :

A tous les évêques de France : on aurait aimé vous entendre depuis 40 ans quand des gouvernements successifs ont instrumentalisé la Shoah sans vergogne.

A tous les évêques de France : nous sommes bien d'accord. Mais on ne vous a pas beaucoup entendu ces dernières années quand l'antisémitisme est redevenu banal, des meurtres ont été commis, des dénis de justice acceptés.

A tous les évêques de France : en quoi avez-vous des compétences médicales ? Enseignez la foi. Enseignez la bien. Et restez prudents sur le reste.

A tous les évêques de France : je croyais que nous vivions sous le régime de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Qui vous a mandaté pour légitimer un gouvernement français ? Surtout quand celui-ci enfreint le Code de Nuremberg, la déclaration d'Helsinki, le droit français.

A tous les évêques de France : Eh bien appliquez-vous cette prudence à vous-mêmes !

A tous les évêques de France : en mars 2020 vous avez pris les devants, fermé les églises aux fidèles, accepté que de nombreux malades meurent sans extrême onction. Commencez par un examen de conscience avant de faire la leçon au peuple français. (correction fraternelle).

A tous les évêques de France : l'unité dans le Christ n'a rien à voir avec la solidarité des dirigeants du monde dans les erreurs et la dissimulation. Excellences, mes frères dans le Christ, sortez de votre torpeur ! Le monde a besoin de l'évangile, pas d'une soupe

mondialiste.

Je le dis comme catholique : ce THREAD est une prise de position politique de l'instance de coordination des évêques. Elle n'engage ni les croyants ni les hommes et les femmes qui ont soif de vérité. **Elle est indigne de successeurs des Apôtres.** Nous savons tous que les conférences épiscopales ne signifient pas la pensée de chaque évêque dans son diocèse. Cependant **un texte aux conséquences aussi graves** ne devrait pas être publié si un évêque est en désaccord.